

Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 12

Nombre de pouvoirs : 8

Nombre de votants : 20

Convoqués le : 31/08/2016

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU SIX SEPTEMBRE DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Frédéric NAVROT, Maire.

**Etaient présents :** Madame Catherine BASSOT, Monsieur Jérôme DESFORGES, Monsieur Richard PERRET, Monsieur Claude BEBON, Monsieur Marc BURGUND, Madame Cathy LESURE, Monsieur Christian HANEN, Madame Nathalie COLLIN-CESTONE, Monsieur Jean-Loup MAHIEU, Monsieur Yannick GROUTSCH, Monsieur Didier LEVIS.

**Absents ayant donné pouvoir :**

Monsieur Raymond FRANZKE a donné pouvoir à Monsieur Marc BURGUND  
Madame Mireille BERTON a donné pouvoir à Monsieur Richard PERRET  
Monsieur Bernard CHOLLOT a donné pouvoir à Monsieur Frédéric NAVROT  
Madame Jessica SCHMIDT a donné pouvoir à Madame Catherine BASSOT  
Madame Claire ADAM a donné pouvoir à Madame Cathy LESURE  
Monsieur Calogero GALLETTA a donné pouvoir à Madame Nathalie COLLIN-CESTONE  
Madame Laurence HERRMANN a donné pouvoir à Monsieur Yannick GROUTSCH  
Madame Marie Josée HANESSE a donné pouvoir à Monsieur Claude BEBON

**Absents Excusés :** Madame Isabelle GAYRAL, Madame Sandrine MOUGEOT, Monsieur Emile OMINETTI

**Secrétaire de Séance :** Monsieur Christian HANEN

=====

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h00 et constate que le quorum est atteint.

=====

Approbation du Procès-Verbal de la séance qui s'est tenue le 5 Juillet 2016.  
**Approuvé à l'unanimité des membres présents.**

=====

Monsieur le Maire donne lecture des décisions signées dans le cadre de sa délégation de compétences reçue du Conseil Municipal sur le fondement de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

*Monsieur MAHIEU note qu'un certain nombre de décisions sont prises par Monsieur le Maire sans que le Conseil Municipal ne soit préalablement saisi. Il indique qu'un accord de l'assemblée délibérante est nécessaire avant que la commune ne s'engage et cela indépendamment de la délégation qui a été donnée à Monsieur le Maire par le Conseil Municipal en début de mandat.*

*Monsieur le Maire lui répond que la compétence qui lui a été déléguée par le Conseil Municipal lui permet de signer des décisions et d'engager valablement la Commune. La législation prévoit que le Conseil Municipal ne peut pas légalement délibérer sur une question entrant dans une compétence déléguée sur le fondement de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.*

=====

## DÉLIBÉRATIONS

=====

**Point numéro 1 :**

### **Déclassement du Presbytère**

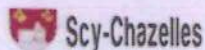
Monsieur le Maire explique au Conseil Municipal que le presbytère est vacant et qu'il est inoccupé dans la mesure où l'évêché ne souhaite plus affecter de curé.

Le bâtiment est vétuste et il nécessiterait la mise en œuvre d'une réhabilitation d'ampleur. Dans le même temps, la commune va effectuer d'importants et coûteux travaux de restauration de l'église Saint Remi. La vente du presbytère permettrait de financer en partie ces travaux.

Par courrier reçu en date du 5 août 2016, l'évêché de Metz a émis un avis favorable à la désaffectation du presbytère et de ses dépendances.

Monsieur le Préfet a procédé à sa désaffectation par arrêté reçu en date du 29 août 2016. En effet, le décret du 23 novembre 1994 portant déconcentration en matière de





Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 12

Nombre de pouvoirs : 8

Nombre de votants : 20

Convoqués le : 31/08/2016

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU SIX SEPTEMBRE DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

désaffectation des édifices culturels en Alsace-Moselle énonce que « Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, la désaffectation des églises paroissiales catholiques et protestantes, des synagogues consistoriales, des synagogues rabbiniques ou particulières, des chapelles paroissiales simples ou vicariales, des chapelles de secours, des synagogues filiales, des chapelles domestiques, des oratoires particuliers, des presbytères communaux ainsi que des objets mobiliers garnissant ces édifices est prononcée par arrêté préfectoral lorsqu'il y a accord de l'autorité religieuse ».

Le presbytère est donc à ce jour désaffecté.

Conformément à l'article L 2141-1 du code général de la propriété des personnes publiques, un bien d'une personne publique, qui n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public, ne fait plus partie du domaine public à compter de l'intervention de l'acte administratif constatant son déclassement. Un bien classé dans le domaine public est inaliénable, imprescriptible et insaisissable.

Il convient donc de procéder à son déclassement en vue de le faire entrer dans le domaine privé communal.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Il est proposé au Conseil Municipal de déclasser le presbytère et ses dépendances afin de le faire entrer dans le domaine privé communal.

VU les articles L. 2541-12 et L.2544-10 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;

VU l'article L 2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques ;

VU la loi du 18 Germinal an X, sur l'organisation des cultes ;

VU l'article 1er de l'ordonnance du 3 mars 1825 relative aux presbytères ;

VU le décret du 23 novembre 1994 portant déconcentration en matière de désaffectation des édifices culturels dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

VU la circulaire du 8 juin 1998 du Préfet de la Moselle relative aux presbytères ;

VU la délibération du 23 février 2016 ;

VU l'arrêté Préfectoral reçu en date du 29/08/2016 n°2016 DCTAJ-AC-22 désaffectant le presbytère ;

VU l'avis favorable de l'évêché reçu en date 05 août 2016 ;

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré,

APPROUVE le déclassement du presbytère et ses dépendances.

AUTORISE le Maire à signer tous les documents relatifs à la procédure de déclassement afin que le presbytère et ses dépendances entrent dans le domaine privé communal.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

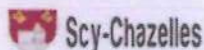
**ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ**

Point numéro 2 :

### Dissolution du S.I.V.T du Pays Messin

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) promulguée le 7 août 2015, augmente le nombre de compétences obligatoires des intercommunalités. C'est le cas notamment à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017 du transfert des missions en matière de « promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme », qui seront rattachées à la compétence « développement économique ».





Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 12

Nombre de pouvoirs : 8

Nombre de votants : 20

Convoqués le : 31/08/2016

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU SIX SEPTEMBRE DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

Il en découle la proposition de dissolution du S.I.V.T soumise à la Commission Départementale de Coopération Intercommunale (C.D.C.I.), qui a émis un avis favorable et dont le Schéma Départemental Intercommunal a été publié le 31 mars 2016.

Afin de faciliter la mise en place de cette nouvelle organisation territoriale en matière de tourisme, le comité du SIVT du Pays Messin réuni le 30 juin 2016 a notamment décidé :

- la dissolution du S.I.V.T à compter du 31 décembre 2016.
- le transfert des actifs, contrats en cours, solde au compte du Trésor à la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole, charge à elle d'organiser leur répartition auprès des autres collectivités précédemment adhérentes.
- le transfert de son personnel vers l'intercommunalité.
- d'assurer la pérennité du point d'accueil du public de Montigny-lès-Metz dans les locaux actuels.

Cette dissolution sera prononcée de plein droit par Monsieur le Préfet si tous les membres votent en ce sens à la majorité qualifiée.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la dissolution du S.I.V.T au 31 décembre 2016 et d'approuver le transfert des actifs et des contrats en cours à Metz Métropole. L'intercommunalité devra néanmoins organiser la répartition de l'actif auprès des autres collectivités précédemment adhérentes.

Le Conseil Municipal après en avoir délibéré ;

APPROUVE la dissolution du SIVT.

APPROUVE le transfert des actifs, contrats en cours, solde au compte du Trésor à la Communauté d'Agglomération de Metz Métropole, charge à elle d'organiser leur répartition auprès des autres collectivités précédemment adhérentes.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

### ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

#### Point numéro 3 :

#### Indemnité Représentative de Logement

Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances, explique au Conseil Municipal que Mme ZNIDARICK doit percevoir une Indemnité Représentative de Logement (I.R.L) en sa qualité d'institutrice.

L'Inspection académique s'est manifestée en juin dernier à travers un recensement des fonctionnaires de l'éducation nationale susceptibles d'être éligibles à l'indemnité compensatrice de logement.

Il faut rappeler que la bénéficiaire relève encore du corps des instituteurs et n'a pas souhaité être intégré au corps des professeurs des écoles.

Ce dernier a été créé par le décret n° 90-680 du 1er août 1990 qui a eu pour but de proposer une grille indiciaire plus attractive. A titre d'illustration, une réponse ministérielle du 06/11/1997 illustre l'objectif recherché par le législateur de l'époque : « Ce nouveau corps, classé en catégorie A, comporte un échelonnement indiciaire aligné sur celui des professeurs certifiés. Cette véritable revalorisation, ne justifie plus qu'un droit au logement soit maintenu ».

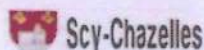
La commune ne percevra pas la Dotation Spéciale Instituteur (D.S.I) dans la mesure où le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (C.N.F.P.T) versera directement l'indemnité compensatrice de logement à l'intéressée pour le compte de la commune.

Le montant maximum de la D.S.I en 2015 s'élevait à 2 808 euros.

Sur proposition de Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire en charge des Finances,

Il est proposé au Conseil Municipal d'instituer l'Indemnité Représentative de Logement.





Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 12

Nombre de pouvoirs : 8

Nombre de votants : 20

Convoqués le : 31/08/2016

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU SIX SEPTEMBRE DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Education Nationale,

VU le décret n°90-680 du 1<sup>er</sup> août 1990,

VU la circulaire relative à la répartition de la D.S.I du 26 novembre 2015,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

DECIDE d'instituer l'Indemnité Représentative de Logement au profit de la bénéficiaire dans la limite du montant de la dotation arrêtée par le Comité Départemental des Finances Locales

CHARGE le C.N.F.P.T de prendre toutes les dispositions nécessaires au versement de cette indemnité à la bénéficiaire.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

### ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

#### Point numéro 4 :

#### Indemnité de logement pour la Pasteure

Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire aux finances, explique au Conseil Municipal que la préfecture a informé la commune que Mme la Pasteure DI FRENNA-PESSARISI ne réside plus dans le presbytère appartenant au Conseil presbytéral d'Ars-sur-Moselle, suite à la vente du bâtiment.

Il convient donc de rétablir une indemnité de logement en faveur de Mme la Pasteure dans la mesure où son service concerne plusieurs communes. En effet, cette dernière souhaite que soit appliqué l'article 3 de l'ordonnance du 7 août 1842 qui dispose que : *« Si le service du pasteur embrasse plusieurs communes, le préfet après avoir pris l'avis des conseils municipaux intéressés et des consistoires, détermine la part de chacune des communes »*.

Pour information, l'indemnité de logement s'élevait à 2150,50 euros pour l'année 2013. Cependant, compte tenu d'une augmentation cumulée de 2,14% des indemnités de logement versées aux autres ministres du culte depuis 2013, l'indemnité annuelle versée à la Pasteure d'Ars-sur-Moselle pourrait s'élever à 2197 euros soit 1830 euros pour l'année 2016 (de mars à décembre) pour l'ensemble des communes concernées.

Compte tenu du nombre de fidèles résidant dans la commune et fréquentant le temple de Longeville-les-Metz, Monsieur le Préfet propose la somme de 87.84 euros pour l'année 2016 à la charge de la commune.

Enfin, le versement d'une indemnité est une dépense obligatoire pour les communes en application de l'article L 2543-1 du C.G.C.T

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2543-1 ;

VU l'ordonnance du 7 août 1842 ;

VU la lettre de Monsieur le Préfet ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

EMET un avis FAVORABLE sur cette participation financière et sa répartition.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

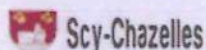
### ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

#### Point numéro 5 :

#### Admission en non-valeur

Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire aux finances, explique au Conseil Municipal que des recettes sont irrécouvrables. Le comptable public souhaite que la commune





Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 12

Nombre de pouvoirs : 8

Nombre de votants : 20

Convoqués le : 31/08/2016

## PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

### SEANCE DU SIX SEPTEMBRE DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

admette en non-valeur 27,29 euros. En effet, il s'agit de factures du périscolaire qui n'ont pas été payées.

L'admission en non-valeur est une mesure d'ordre budgétaire et comptable qui a pour effet de faire disparaître le recouvrement de la recette des écritures de prise en charge du comptable public.

Sur proposition de Monsieur DESFORGES, Adjoint au Maire aux finances,

Le Conseil Municipal est amené à se prononcer sur l'admission en non-valeur des factures impayées à hauteur de 27,29 euros

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

APPROUVE l'admission en non-valeur à hauteur de 27,29 euros.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

### ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

#### Point numéro 6 :

#### Embauche pour les T.A.P

Madame COLLIN-CESTONE, Adjointe au Maire en charge des Affaires Scolaires, Périscolaires, Sociales et de la Petite Enfance, explique au Conseil Municipal que dans le cadre des nouveaux rythmes scolaires et des activités périscolaires les mardis et jeudis de 15h45 à 17h15, la commune recourt au personnel communal et à des intervenants extérieurs.

Monsieur PRATI, professeur des collèges hors classe, sera engagé afin d'assurer les activités sportives (boxe, badminton, lutte et multisports) pendant le temps extrascolaire les mardis de 16h15 à 17h15. Son indemnité forfaitaire s'élève à 36,99 euros brut de l'heure pour un professeur des collèges hors classe.

Monsieur PICCIN, professeur des écoles sera recruté afin d'assurer l'enseignement de l'activité informatique pendant le temps extrascolaire les mardis de 16h15 à 17h15. Son indemnité forfaitaire s'élève à 24,28 euros brut de l'heure pour un professeur des écoles de classe normale.

Sur proposition de Madame COLLIN-CESTONE, Adjointe au Maire en charge des Affaires Scolaires, Périscolaires, Sociales et de la Petite Enfance,

Il est proposé au Conseil Municipal d'autoriser l'embauche de ces deux enseignants fonctionnaires de l'éducation nationale.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

AUTORISE le Maire à procéder aux embauches nécessaires telles que décrites ci-dessus à compter du 20/09/2016 jusqu'au 07/07/2017 pour l'année scolaire 2016-2017.

CHARGE Le Maire de l'exécution de la présente délibération.

### ADOPTÉ A L'UNANIMITÉ

=====

FIN DE LA SEANCE : 18h40

LE MAIRE

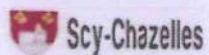
Frédéric NAVROT

LE SECRÉTAIRE DE SÉANCE

Christian HANEN







PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU SIX SEPTEMBRE DEUX MILLE SEIZE à 18 H 00

AFFICHÉ LE :

TRANSMIS EN PREFECTURE LE :

Département  
de la Moselle

Nombre des Membres  
du Conseil Municipal  
élus : 23

Nombre des Membres  
en fonction : 23

Nombre des Membres  
qui ont assisté à  
la séance : 12

Nombre de pouvoirs : 8

Nombre de votants : 20

Convoqués le : 31/08/2016